



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Souveraineté alimentaire

L'initiative populaire lancée lors de l'AG

Uniterre a tenu le mois dernier son assemblée générale. Lors de cette assemblée, plusieurs discussions et décisions importantes ont été prises. La première concerne les structures internes du syndicat. Le bureau a été renforcé d'une vice-présidente et d'un vice-président. Ulrike Minkner et Eric Ramseyer ont été élus. Dans ce numéro et dans celui de septembre, nous leur laissons les colonnes du journal afin qu'ils puissent se présenter.

Le développement du syndicat en Suisse alémanique est aussi une des priorités. Des sections se sont déjà ouvertes dans le canton de Zurich et de Bâle. Des discussions sont actuellement en cours dans plusieurs autres cantons. Ce développement implique un travail supplémentaire au secrétariat, des frais supplémentaires de traduction et quelques articles en allemands dans les pages de votre journal. A terme, et selon nos moyens financiers, nous souhaitons traduire une grande partie de ce que nous publions.

L'assemblée générale estime que ce travail de mobilisation au plan national est prioritaire car des sujets aussi importants que les prix équitables des produits ou la souveraineté alimentaire ne font pas ou peu débat en Suisse alémanique. Dans le secteur du lait, la revendication des 1 Fr/litre n'est même pas mise en avant, alors qu'en Suisse romande elle ne fait même plus débat étant donné qu'elle correspond à la réalité!

La société et l'ensemble des sensibilités politiques doivent pouvoir débattre de ces thématiques et se positionner, surtout après l'acceptation de l'initiative parlementaire de Jacques Bourgeois visant à inscrire la souveraineté alimentaire dans la loi fédérale sur l'agriculture. Si le terme a été accepté, sa mise en application reste floue.



Élargir le débat sur les prix équitables et la souveraineté alimentaire au niveau national et avec la population est une priorité de votre syndicat.

Afin de l'éclaircir, il est important que vous, paysans réunis au sein d'Uniterre et de La Via Campesina, vous vous fassiez entendre partout en Suisse. Vous devez être les porteurs du projet. Vous êtes les seuls à pouvoir convaincre la société dans son ensemble du bien-fondé de ce droit fondamental que vous défendez. Ce thème, vous ne devez pas le laisser aux mains de quelques partis politiques ou personnalités en mal d'électorat. Si, en Suisse romande, des liens forts avec la population et ses diverses tendances politiques existent, c'est que les producteurs d'Uniterre en ont parlé depuis 1996 déjà. La présence de la souveraineté alimentaire dans différentes lois cantonales atteste d'ailleurs de ce travail ! En Suisse alémanique, le débat ne fait que commencer et vous devez le

mener avec les décideurs ET la population.

Pour cela, l'Assemblée générale vous offre un outil, celui de l'initiative populaire. Elle souhaite que cette dernière soit lancée en 2011.

Les grandes lignes du texte sont pour nombre d'entre vous déjà connues. Elles sont basées sur la définition de la souveraineté alimentaire par La Via Campesina (www.uniterre.ch/Dossiers/souvAlim.html). Nous devons donc dès aujourd'hui nous organiser pour mener à bien ce projet. Un comité d'initiative devra être créé prochainement afin d'affiner le texte, organiser le débat et assurer des ressources financières suffisantes. Un compte a d'ores et déjà été ouvert. Pour plus d'informations, contactez le secrétariat et les responsables de vos sections.



Lait

Mobilisations
Pages 2 et 3



Vie du syndicat

L'entretien
Pages 4 et 5



Politique Agricole

Vision Chavez
Page 6



International

Agriculture urbaine
Pages 7

ACTION LAIT

L'IP-lait met les producteurs sur la paille

Les producteurs de lait se sont mobilisés à Berne le 12 juillet devant le siège de l'Interprofession du lait pour dénoncer son dysfonctionnement. Ils ont rempli une piscine de lait avec les têtes des représentants responsables des blocages dénoncés.

Dans toute l'Europe laitière, le prix et la gestion des quantités engendrent de graves problèmes pour les producteurs! L'European Milk Board et la Via Campesina s'associent ce 12 juillet pour que les propositions des producteurs de lait européen soient entendues par Bruxelles! En Suisse, Uniterre organise en ce jour une action symbolique et spectaculaire devant les bureaux de l'IP-Lait pour dénoncer son dysfonctionnement. Depuis sa création, il y a une année, cette interprofession a montré son incapacité à gérer les quantités de lait et n'a rien entrepris de sérieux pour juguler une surproduction historique et prévisible de 200 millions de litres. Ces quantités ont créé une montagne de beurre de plus de 10'000 t. La récente décision de dégager 3000 t de beurre sans agir sur une réduction de la quantité produite en amont est une hérésie qui coûte à l'ensemble des producteurs! Il est à craindre qu'avant que ces tonnes de beurre n'aient fondu sur les dunes égyptiennes (lieu vraisemblable d'exportation), un nouveau Cervin de beurre soit créé!

Cette situation a fait chuter dramatiquement les prix aux producteurs (-25 ct/kg en un peu plus d'une année) et met en péril la quasi totalité des exploitations laitières du pays! Ce ne sont pas les 3

cts d'augmentation du prix indicatif au 1er juillet – qui ne seront pas forcément touchés par les producteurs - qui vont changer la donne! Uniterre trouve d'ailleurs particulièrement scandaleux la communication de Coop (Journal Coopération du 6 juillet) qui annonce une augmentation de prix de ses produits laitiers pour «aider les paysans», sachant que la baisse de 25 cts n'a jamais été

répercutée aux consommateurs.

Depuis toujours, l'IP-lait n'a travaillé qu'en faveur des industries et n'a jamais pris en compte les revendications des producteurs. Les responsables de cette gabegie doivent prendre leur responsabilité et se retirer. Ils ont failli au devoir que leur imposait la Confédération en leur attribuant la force obligatoire!

Les producteurs remettent en ques-

tion le fonctionnement de l'IP-lait car elle n'est pas en mesure de gérer les quantités à produire pour un marché équilibré et équitable. Ils sollicitent l'IP-lait afin qu'elle:

1. Se fixe comme objectif prioritaire un prix du lait qui couvre les frais moyens de production suisses, à savoir 1Fr/litre.

2. Accepte le fait que le système actuel de régulation de la production ne fonctionne pas comme prévu. La triple segmentation ne permet pas de réguler le marché ni de faire monter les prix moyens aux producteurs.

3. Attribue la responsabilité de la gestion de la production aux producteurs et à leur Fédération nationale, à savoir la Fédération des producteurs suisses de lait. Cette dernière doit donc recevoir la force obligatoire du Conseil fédéral et mettre en place un système de régulation efficace, tel que celui proposé par Uniterre.

Un prix équitable à la production représente un prix de vente à environ Fr. 1.90/l pour le consommateur, ce qui représente une dépense supplémentaire de Fr. 35.- par année et par personne. Uniterre estime que cet effort est réaliste et primordial pour garantir l'avenir d'une agriculture paysanne diversifiée et de proximité!

Communiqué de presse Uniterre



Les revendications des 80 producteurs présents ont été entendues par le gérant de l'IP-Lait et l'USP

LE COMMENTAIRE DE LA COMMISSION DES FEMMES ET VICE-PRÉSIDENTE D'UNITERRE

Schlechte Noten für BOM

Wir Bäuerinnen von Uniterre möchten heute unseren Unmut über die Arbeitsweise der BOM aussprechen.

Wir sind wütend und enttäuscht. Die BOM hat keines ihrer Ziele erreicht, im Gegenteil, die Situation für uns Milchbäuerinnen und Milchbauern wird von Tag zu Tag prekärer. Wir hatten die Erwartung, dass die BOM, wie angekündigt, das Mengenreglement in die Hand nimmt und getroffene Entscheidungen umsetzt.

Die versprochenen 3 Rappen erscheinen uns wie eine Beruhigungsspiel, damit wir Bäuerinnen und Bauern nicht ganz verzweifeln. Aber auch hier wird wieder aktiv versucht, die Bäuerinnen und Bauern zu spalten, indem nicht alle ProduzentInnen ein Plus von 3 Rappen erhalten sollen. Wir benötigen nicht nur 3 Rappen mehr, sondern einen kostendeckenden Milchpreis, der für alle TeilnehmerInnen der Kette einen Mehrwert bringt. Die 3 Rappen werden keinen Mehrwert bringen, denn was man uns mit der einen Hand an Rappen verspricht, zieht man uns mit der anderen Hand für die so genannte



Ulriche Minkner, nouvelle vice-présidente d'Uniterre

Butterbergsanierung schon wieder aus der Tasche.

Vertreter, die heute auch in der BOM sitzen, haben den Butterberg mitzuverantworten, haben doch die Verarbeiter und Grossverteiler selbst den Fettgehalt der Verkaufsmilch herabgesetzt.

Nun wird gejammert und der Milchpreis wird mit dem Butterberg-Argu-

ment gedrückt. Am Schluss wenn der Weltmarktpreis für Butterfett wieder genug gestiegen ist, verdienen sich die gleichen, die heute jammern, eine goldene Nase – und haben damit einmal mehr doppelt verdient.

Die BOM bekommt von uns schlechte Noten, denn sie hat ihre Hausaufgaben nicht gemacht.

Die im Vorfeld gemachten Vorgaben und Versprechungen wurden in keinem Punkt erfüllt. Wir Bäuerinnen erleben jeden Tag was es bedeutet, wenn ein Produkt keinen Wert mehr hat und wir mit unseren Verdiensten ausserhalb des Betriebs und mit den Direktzahlungen die Milchproduktion quer- subventionieren.

Wir fragen uns ernsthaft: war und ist die BOM nicht einfach ein gutes

Instrument um uns zu beruhigen? Inszenierte Hinhaltetaktik? – Ein gelungenes Ablenkungsmanöver?

Sollte die BOM in naher Zukunft nicht endlich die richtige Richtung einschlagen und ihre Verantwortung übernehmen, müssen wir die BOM umbenennen in „BOW!“.

Was die Abkürzung für „Branchenorganisation Ohne Wirkung“ ist.

Wir hoffen, dass dies nicht nötig wird! Wir fordern, dass die BOM endlich ihre Verantwortung wahrnimmt und eine allgemeinverbindliche Mengenregulierung durchsetzt. Uniterre hat dazu schon längst umsetzbare Vorschläge gemacht.

Ulriche Minkner

ACTION LAIT (SUITE)

Pluie de cartons rouges à Migros

Big-M (Bäuerliche Interessen-Gruppe für Marktkampf) et Uniterre se sont associés pour une action commune à Zurich devant le siège de la Migros le 27 juillet, afin de dénoncer les distorsions des prix du lait qu'elle crée. Ci-dessous le communiqué de presse et le rapport de l'action.

Uniterre soutient l'action de BIG-M. Uniterre constate que malgré les mesures prises par l'IP-lait (Interprofession du lait) pour désengorger le marché, le prix aux producteurs ne monte pas. La récente augmentation du prix indicatif de 3 cts avec effet au 1er juillet n'est pas répercutée aux producteurs alors qu'elle l'est déjà pour les consommateurs. Cela démontre que le prix du lait n'est pas directement lié aux quantités produites.

D'autres facteurs bloquent cette hausse et notamment la coopérative Migros et son entreprise de transformation ELSA. Cette dernière refuse cette augmentation, ce qui provoque des distorsions de prix sur l'ensemble du marché suisse. Les producteurs de lait ont besoin de partenaires de marché qui respectent les engagements et les règles préalablement définies. Ils ont besoin d'un prix plus élevé pour couvrir leurs frais de production qui s'élèvent aujourd'hui en moyenne à 1 Fr/litre. Uniterre soutient donc les revendications des producteurs de lait qui se déplacent aujourd'hui devant le siège de la Migros, afin de lui distribuer trois cartons rouges pour les motifs suivants :

1er carton rouge

Au sein de l'IP-lait, les deux représentants de la Migros ont voté favorablement pour la hausse du prix indicatif de 3 cts. Or, ELSA refuse de monter les prix aux producteurs. Dans un même temps, Migros communique qu'elle appuie des augmentations de prix pour les producteurs.

2ème carton rouge

Migros s'engage pour plus de commerce équitable avec les pays du Sud. Pourtant, l'IP-lait, au sein de laquelle Migros possède plusieurs sièges, refuse de juguler la production laitière. Elle favorise donc la production de surplus qui seront exportés à prix de dumping vers ces même pays du Sud.

3ème carton rouge

Avec le lait Heidi, Migros promeut une image idyllique de la paysannerie et une éthique commerciale. La réalité est différente. L'agriculture ne cesse de se spécialiser et de s'industrialiser et le producteur n'a aucune plus-value sur son prix du lait! Toute la différence de prix va dans les comptes du grand distributeur. Les décisions prises à la majorité par l'IP-Lait ne sont pas respectées. L'IP-Lait n'est donc pas à même de développer un marché laitier équitable pour l'ensemble de la production suisse. Produire du lait en Suisse coûte aujourd'hui 1 Fr/litre. La réalisation de

ce prix doit être inscrit dans les objectifs de l'IP-Lait Sans cela, la responsabilité des quantités à produire devrait revenir aux producteurs et à leur Fédération, la FPSL (fédération des producteurs suisses de lait), qui devrait recevoir la force obligatoire de la Confédération.

Communiqué de presse Uniterre

Rapport/Bericht vom «Alpauzug» in Zürich vom Dienstag, 27 Juli 2010

Am Dienstag 27. Juli versammelten sich rund 400 Bäuerinnen und Bauern auf dem Carparkplatz in Zürich. Vier Tage zuvor, hatte die bäuerliche IG für Milchmarktkampf BIG-M zu einer Kundgebung in Form eines Alpauzuges zum Hauptsitz der Migros Schweiz aufgerufen. Uniterre hat diesen Aufruf ebenfalls weiterverbreitet. Auslöser für diese Aktion war ein Artikel im Migros Magazin vom 12. Juli, in welchem die Erhöhung des Richtpreises für Molkereimilch thematisiert wird. Darin stand: «Die Migros erhöht ihre Verkaufspreise für Milchprodukte nicht, trägt die Mehrkosten selber und verzichtet zugunsten der Konsumenten auf einen Teil ihrer Marge.» Am 16. Juli war dann ein Artikel im «Blick», in welchem stand, dass die Migrostochter ELSA ihren Produzenten keine Preiserhöhung zugesteht. Wir wussten aber aus zuverlässiger Quelle, dass die Migros in der BOM der Erhöhung des Richtpreises ebenfalls zugestimmt hat. Die Migros hat also bewusst ihre Leser und Konsumenten falsch informiert. Aber auch das Verhalten gegenüber den Milchlieferanten der ELSA war äusserst unfair. Wir wussten auch, dass die Milchpreisverhandlungen mit der ELSA bereits abgeschlossen waren. Das heisst im Klartext: Die Produzenten haben die drei Rappen zwar gefordert, es wurde aber einfach mitgeteilt, dass es keine Preiserhöhung gibt, BOM Beschluss hin oder her!

Mit unserer Kundgebung wollten wir dieses unfaire Verhalten gegenüber Konsumenten und Produzenten in die Öffentlichkeit tragen. Auf dem Platz vor dem Migros Hauptsitz stellten wir schon früh am Morgen zwei Faironikas auf. Vom SMP hatten wir die grosse Kanne erhalten, wo wir Milchshakes an die Passanten verteilen konnten. Der «Alpauzug» bot für alle Zuschauer und Fotografen ein tolles Bild: Zuvorderst gingen mehrere Kinder in Appenzeller Trachten. Dahinter führten drei Appenzeller Bauern je eine Kuh. Dahinter folgte ein Transparent mit

der Aufschrift: «Wir brauchen faire Partner». Und dann folgten all die angereisten Bäuerinnen und Bauern, welche mit ihren Kuhglocken die Stadt zum Zittern brachten. Fast alle trugen ein Leibchen mit der Aufschrift «Die faire Milch» und der Faironika (Justine). Frauen verteilten kleine Stücke von Alpkäse an die Passanten. Sechs BIG-M Sicherheitsleute begleiteten den Zug, um die Sicherheit für den Verkehr zu gewährleisten. Hunderte von Handys wurden am Strassenrand und in den Bussen hochgehalten um den Zug zu fotografieren. Alle Zuschauer haben unsere Botschaft verstanden. Denn sie wissen: der Markt hat kein Herz. Ihm ist es egal, was in zwanzig Jahren noch ist. Und wenn niemand diesen Markt in die Schranken weist, dann sieht die Zukunft düster aus. Darum applaudierten die Leute und streckten uns die hochgestellten Daumen entgegen.

Vor dem Migros Hauptgebäude verlas Martin Haab, Co-Präsident von BIG-M, die fünf Fous, welche die Migros an den Konsumenten und Produzenten begangen hat, und die Teilnehmer zeigten dafür die rote Karte gegen die Migros. Nach einer Stunde war diese Kundgebung beendet, und die Versammlung löste sich auf. Der leere Platz war sauber wie eine Stunde vorher. Die anwesenden Polizisten bedankten sich bei uns sehr freundlich.

Es war das erstmal, dass BIG-M eine Kundgebung in der Stadt durchgeführt hat. Was die Teilnehmer an diesem Tag erleben durften, hat alle motiviert: es war nicht das letzte Mal!

Werner Locher

A lire

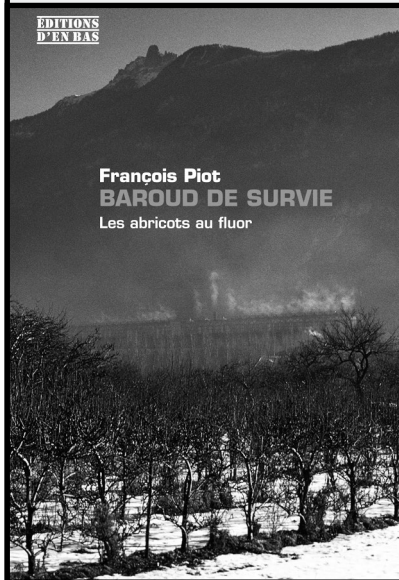
En 1956, François Piot, vaudois d'origine, s'installe dans la région de Saxon et y établit une exploitation consacrée principalement à la culture de l'abricot.

En 1963, le projet d'extension de l'usine d'Aluminium Martigny SA est mis en oeuvre. Le scandale de la pollution de l'environnement par le fluor aux effets désastreux sur la production agricole dans le Valais remonte au début du siècle, en 1908.

François Piot milite avec de nombreux autres camarades dans le cadre de l'Association de défense contre les émanations nocives des usines, fondée en 1970, et largement soutenue par la commune de Saxon.

Il nous raconte avec moult détails, les quelque vingt années de révoltes, de luttes et de manifestations pour défendre et promouvoir les cultures fruitières et agricoles mises en danger par les entreprises industrielles et part l'incurie des pouvoirs politiques.

Texte tiré du communiqué des Editions d'en bas



MEMBRES UNITERRE: VOTRE ESPACE PUB GRATUIT POUR UNE PARUTION



NOUVEAU!!!

Au Mont-sur-Lausanne
«Grand-Mont»

Automate à lait

de la famille André Muller

**Du bon lait équitable,
au prix de Fr. 1.50 le litre!**

Lait cru entier, frais du jour

Devant l'entrée du magasin Proxi

de la famille Cordonier

Places de parc à disposition

Fonctionne 24h/24

*Pensez à prendre de la monnaie
et... un récipient!*

VIE DU SYNDICAT

Entretien avec Eric Ramseyer, un des deux nouveaux vice-présidents d'Uniterre

Lors de l'assemblée générale d'Uniterre le 2 juillet, Eric Ramseyer a été élu vice-président au côté d'Ulrike Minkner, 2^{ème} vice-présidente.

Eric Ramseyer, 48 ans, et sa femme Mandy ont trois enfants. Une fille de 18 ans et deux garçons de 16 et 12 ans. Eric est né à Châtel-st-Denis. Il est un enfant de la région. Il gère avec son frère une communauté d'élevage de plus de 200 vaches laitières, située à Palézieux-Village. Charismatique, passionné et engagé, Eric adhère à Uniterre en 2008 et trouve rapidement sa place au sein de la commission lait d'Uniterre. Avec son ami Patrice Dubosson, il en assure la co-présidence pendant deux ans. Aujourd'hui il rejoint le comité directeur afin de renforcer la direction du syndicat. Toutes et tous ne peuvent que se réjouir de cette élection car il n'est pas aisé de trouver des personnes acceptant de travailler régulièrement et bénévolement pour défendre l'avenir des familles paysannes en Suisse et ailleurs.

Avec ta femme et ton frère, vous gérez une des grandes fermes laitières de Suisse romande. Comment en est arrivé là?

Mon père est arrivé à Palézieux Village dans les années cinquante. Il y a acheté une ferme. J'ai donc vécu ici depuis toujours. A la sortie de l'école secondaire, j'ai fait une année d'apprentissage chez mon père et une année en Suisse alémanique, sur une ferme proche d'Herzogenbuchsee. J'y ai appris la culture de légumes, l'élevage du bétail laitier, l'engraissement des porcs et surtout la vente directe. Nous allions deux fois par semaine au marché. J'ai obtenu mon CFC puis ma maîtrise en 1990 à Granges-Verney. Mon CFC en poche, je rejoins la société simple fondée avec mon père et mon frère. En 1988, j'ai l'opportunité de louer un domaine laitier entre Semsales et Vaulruz. Je quitte donc Palézieux et je le reprends à mon nom. En 1991, j'obtiens la location de l'alpage de Flore, en dessus de Conthey. Nous y regroupons mes vaches et celle de mon frère durant la belle saison. Le lait y est totalement transformé en fromage. Encore aujourd'hui et pour des années encore, notre troupeau passera l'été à la montagne. En 1992, l'association reprend en location un domaine laitier à Puidoux. Dès lors, trois familles travaillent une surface de 150 ha et traitent à trois endroits différents. Entre Puidoux et Vaulruz nous trayons un quota de 700'00 kilos pour l'industrie. A Palézieux, nous produisons 350'000 kilos de lait pour la fromagerie du village. En 1996, mon père part à la retraite. Le propriétaire de l'exploitation de Vaulruz

ne souhaite pas apporter les transformations nécessaires aux étables. Avec mon frère, nous décidons de regrouper les troupeaux dans l'ancienne ferme de Palézieux, qui peut accueillir 75 vaches attachées et de former une communauté d'élevage. Cela facilite les travaux de traite et permet d'optimiser le travail. Se pose alors la problématique de la destination du lait. Après discussions – parfois houleuses – avec la fromagerie et l'interprofession du Gruyère, nous décidons d'échanger les quotas de fromagerie contre du lait d'industrie, sans payer de dédite à la fromagerie de Palézieux. Nous continuons néanmoins de fromager seulement l'été sur l'alpage.



Eric Ramseyer lors d'une fête du syndicat d'élevage

Les bâtiments de Palézieux sont vieux. Ils ne sont plus trop aux normes et pas pratiques pour travailler avec autant de bêtes. Il est nécessaire de faire soit une grosse rénovation soit un nouveau bâtiment. La deuxième solution est privilégiée. En mars 2002, les premières vaches rentrent dans le nouveau bâtiment construit à côté de l'ancien. Il peut accueillir plus de 200 vaches en production et 150 génisses. Nous avons également la possibilité de louer un quota de 200'000 kilos de lait.

La construction du bâtiment n'est pas simple, il y a des surcoûts. Pour obtenir les liquidités suffisantes, nous vendons du quota. A cette époque, tous - et nous aussi - se battaient pour des quotas. Il s'en vendait et il s'en achetait tout le temps. C'était de la folie quand je vois ce qui se passe aujourd'hui...

En 2009, nous achetons pour 100'000 kg de lait de base à la Fédération laitière valaisanne FLV. La Fédération n'arrive pas à faire produire l'ensemble de ses quantités de base et elle souhaite tout

de même les produire! Nous avons la possibilité de les louer ou de les acheter!

Depuis 2010, nous produisons donc 1'250'000 kilos de lait de base pour l'industrie (100'000 kilos pour Nestlé et le reste pour Vallait).

Tu n'as donc pas de quantités supplémentaires?

Non, la Fédération laitière valaisanne n'a jamais eu de quantités supplémentaires. Durant ma carrière, j'ai vendu et acheté des quantités de lait, mais toujours des quantités de base, jamais de quantités supplémentaires! Je ne pourrais pas me battre comme je le fais actuellement pour l'avenir de ma profession tout en parti-

nomiquement et humainement parlant! J'aime le commerce et le contact avec les gens! C'est très gratifiant de vendre le produit de son travail et celui de ses employés! Jamais aucune campagne de marketing ne pourra communiquer aussi bien que moi sur l'authenticité de mes fromages! Les consommateurs y sont sensibles et recherchent cela!

Comme la plupart des vaches que je traie passent l'été à l'alpage, je vais chercher à créer un troupeau «passe partout» adapté à la plaine et à la montagne. C'est-à-dire des vaches pas trop grandes, plutôt musclées, qui produisent des quantités et des teneurs avec du fourrage grossier. On va plus inséminer avec des taureaux FT. Au plan génétique, on vise des vaches capables de produire 8000 kg/an, mais qui produiront ce qu'elles peuvent selon les conditions d'affouragement et du milieu. A l'alpage, mes vaches produisent en moyenne 16 litres par jour alors qu'en plaine c'est nettement plus! Il n'est pas impossible que je fasse quelques croisements avec de la Jersey. Je cherche des pis bien attachés et hauts même après plusieurs lactations. C'est important pour l'hygiène de traite et les blessures!

Dans ma stratégie générale d'entreprise, je vais chercher l'autonomie dans l'alimentation du bétail. Je vais sans doute baisser un peu les surfaces de maïs et mieux valoriser mes herbages par une intensification des coupes et de la pâture. Je vais également chercher à produire ou à faire produire ma protéine végétale. Je regarde actuellement avec d'autres collègues paysans ce qui serait possible de faire! Je suis également intéressé à produire des maïs non-hybride afin de pouvoir ressemer mes graines année après année.

J'ai la chance de pouvoir stocker mes céréales. Cette année, avec le prix du blé qui est prévu, j'ai décidé de ne rien livrer mais de stocker pour mes animaux. Je prévois de garder un minimum de céréales dans la rotation pour avoir suffisamment de paille et de grain pour les vaches.

Je cherche également à mettre en valeur mes engrais de ferme. Je travaille actuellement à la réalisation d'une importante unité de fabrication de biogaz. Elle pourrait être construite sur la ferme. Le digestat qui résulterait de l'installation serait épandu sur mes parcelles. De par sa meilleure qualité, je pourrais alors diminuer l'apport d'engrais du commerce.

Je vais sans doute aussi développer

cipant à la surproduction actuelle! Avec notre structure, nous avons le volume suffisant, ce n'est pas un problème. Ce qui fait mal actuellement c'est le prix. Il faut absolument qu'il monte. Avec un tel volume, le moindre centime de baisse génère rapidement des milliers de francs de perte par mois, qu'il est très difficile de gagner ailleurs. Sur mon volume, une baisse de 10 cts engendre une perte annuelle de 125'000 Frs, soit plus de 10'000 Frs par mois! Il est quasi impossible de trouver une telle somme en faisant un travail annexe!

Qu'envisages-tu à l'avenir comme stratégie pour ton exploitation?

Je vais continuer à me battre pour le prix du lait! C'est vital pour mon entreprise! Actuellement, j'ai encore de la chance de fromager pendant l'été. En fromage à raclette, tomme et sérac, mon lait est nettement mieux vendu, ce d'autant plus que je vends tout moi-même! C'est du travail, mais cela en vaut nettement la peine éco-

ENTRETIEN (SUITE)

la transformation du lait sur la ferme! Actuellement j'ai déjà un local annexé à la ferme pour faire des essais de transformation du lait. Je vais essayer de voir s'il ne serait pas possible de faire du fromage toute l'année. Je pourrais également développer la fabrication d'autres produits laitiers, mais ceci est de la musique d'avenir. Je m'interroge également sur les possibilités de produire en agriculture biologique.



Cela fait seulement deux ans que tu es membre d'Uniterre. Qu'est-ce qui t'as fait adhérer? Pourquoi t'engages-tu autant dans la défense professionnelle ?

Pendant trop longtemps, j'ai «charogné» tout seul à la maison sur ce prix du lait qui ne cessait de chuter et sur le manque de réaction des organisations de défense professionnelle paysanne. Un jour, ma femme m'a fortement encouragé «à bouger» pour que cela change. Il faut dire qu'elle connaît la situation financière de l'entreprise au jour le jour...

En 2008, j'entends qu'un mouvement européen de plusieurs dizaines de milliers de producteurs de lait se met en place. Il revendique un prix équitable et menace de rentrer en grève au plan européen! J'apprends que des séances d'information d'Uniterre se déroulent dans ma région. Je m'y rends et découvre le mouvement! J'ai de suite senti que je pouvais et que j'avais envie d'apporter quelque chose! Ma structure est souvent vue comme l'exemple à suivre pour de nombreux jeunes producteurs et politiciens, car elle est soi-disant «euro-compatible». Or, ce type d'exploitation a ses faiblesses et j'estimais qu'il fallait aussi en parler! Uniterre regroupe des différents types d'exploitations et de familles paysannes qui ont des visions communes, c'est ce qui m'a plu! Des producteurs qui tirent enfin à la même corde sans s'observer du coin de l'œil.

Je me souviens quand Jacques Barras, ancien président de la commission lait, nous annonçait que les alémaniques de BIG-M rentraient en grève comme plusieurs pays d'Europe, et que nous devions nous positionner. Un grand frisson m'a parcouru l'échine quand nous avons décidé de suivre! C'était une première pour moi. Nous avons ensuite organisé les conférences de presse, les rendez-vous avec les producteurs sur ma ferme. Dès lors je me suis complè-

tement impliqué dans la commission lait et à Uniterre! Heureusement ma femme m'a toujours soutenu dans les moments difficiles et m'a encouragé à continuer! C'est dans ces moments que l'on se rend compte qu'un couple qui fonctionne bien est salutaire pour avancer!

Qu'est-ce qu'Uniterre t'as apporté depuis?

Ce que j'aime surtout à Uniterre c'est l'ouverture d'esprit, le fonctionnement en équipe et le côté autonome. La structure représente vraiment les intérêts de ses membres. Elle peut se permettre de dire tout haut ce que certains ne peuvent pas. La souveraineté alimentaire, le tabou brisé des coûts de production et la notion de prix équitable ont été apportés dans le débat public par Uniterre. C'est important que la base s'empare et défende ces notions pour que les décideurs économique et politique puissent les reprendre comme une volonté et un besoin des familles paysannes.

Depuis deux ans à la commission lait j'ai rencontré passablement de collègue avec qui j'ai noué des amitiés durables! L'échange régulier engendre les idées et parfois d'excellentes critiques qui remettent en question ce à quoi tu croyais dur comme fer, cela fait avancer. Uniterre m'a également permis de rencontrer passablement de personnes influentes dans nos organisations professionnelles, dans les milieux politiques ou économiques. C'est toujours enrichissant de comprendre comme tout cela fonctionne et de confronter sa réalité à la leur. De part ses ramifications internationales, Uniterre a toujours une longueur d'avance sur les autres. C'est passionnant mais parfois un peu frustrant.

En tant que vice-président, tu vas pouvoir encore plus apporter à Uniterre! Quels sont tes souhaits ou envies?

Je pense que le développement en Suisse alémanique doit continuer! Il est important que tous les débats de fond que nous provoquons et les actions que nous entreprenons en Suisse romande et en Europe aient plus qu'un écho chez les paysans alémaniques. Je pense qu'il faudra également que l'on profite plus des nouvelles technologies de l'information pour dialoguer avec la population. Nos jeunes vivent avec internet, les images vidéos et la blogosphère, nous devons mieux les informer de la situation par ce biais. Concernant le lait et les céréales, je pense que nous devons continuer à faire le pressing avec nos projets de regroupement et de gestion de l'offre pour obtenir des prix. Cette vision doit être présente dans tous les débats décisionnels. Nous devons exiger plus de transparence concernant les quantités, les marges, l'organisation des filières

dans tous les marchés alimentaires. Les paysans doivent savoir comme tout cela fonctionne réellement. Ils doivent reprendre pieds dans la communication et dans les filières de commercialisation. Les interprofessions ne fonctionnent que si les paysans savent ce qu'ils veulent et décident où ils souhaitent aller.

Au plan international, je connais moins bien la situation. Je me réjouis d'en savoir un peu plus sur cette nouvelle Politique Agricole Commune qui nous concerne finalement tout autant que notre propre politique agricole suisse.

Je constate également qu'Uniterre est un formidable réseau de compétence mondiale en matière d'agriculture. Avec la Via Campesina, il est possible de connaître la situation réelle des paysans dans le monde entier. Il devient donc plus facile de contrer et de contre-argumenter les discours de nos quelques décideurs politiques ou économiques si besoin est! Je pense que ce réseau de compétence doit être plus visible et accessible aux producteurs comme aux consommateurs.

Finalement, je souhaiterais plus d'interaction avec les jeunes paysans ou les consommateurs. Je verrais bien le développement de petits forums qui pourraient se tenir sur des fermes ou en ville et durant lesquels les participant-e-s pourraient échanger leurs expériences et prendre conscience qu'être paysan est un métier passionnant pour autant que l'on puisse en vivre correctement!

Un regret ?

Je ne suis pas du style à toujours regarder dans le rétroviseur. Je n'ai donc pas trop l'habitude de regretter! J'aime mieux avancer! Cependant, j'aurais bien aimé que lors de la dernière grève du lait, la Suisse alémanique parte également. Je pense que nous ne serions pas là ou nous sommes s'ils avaient suivi. Sinon, j'aurais bien aimé partir rouler ma bosse à l'étranger (Canada, Angleterre) à la sortie de l'école d'agriculture. Cela m'aurait permis d'apprendre l'anglais. Je suis marié à une anglaise, mais cela n'a pas suffi pour être bilingue... mais rien n'est perdu pour apprendre!

Propos recueillis par N. Bezençon

Vorstellung des neuen Vize-Präsidenten

Eric Ramseyer ist 48 Jahre alt. Er und seine Frau Mandy haben drei Kinder, die zwischen 12 und 18 Jahre alt sind. Zusammen mit dem Bruder von Eric bewirtschaftet die Familie in Palézieux einen Milchbetrieb von 150 ha. Die Betriebsgemeinschaft umfasst 200 Milchkühe und über 150 Rinder. Die Milch wird grösstenteils an die Firma Vallait geliefert. Im Sommer ist die Herde auf der Alp. Dort wird die Milch zu Raclette und Tomme-Weichkäse verarbeitet. Die gesamte Käseproduktion wird im Direktverkauf vermarktet, dieses Einkommen ist für den Betrieb von vitaler Bedeutung.

Eric ist der Uniterre 2008 beigetreten. Seinen Platz hat er in der Milchkommission gefunden, wo er zusammen mit Patrice Dubosson das Kopräsidium übernommen hat. Er engagiert sich mit Leib und Seele, ist nie um eine Idee verlegen und hat Charisma.

Er hat sich insbesondere dem Kampf für einen anständigen Milchpreis verschrieben und hat 2008 und 2009 den Milchstreik mitgemacht. Eric ist bestrebt, seinen Betrieb eigenständig zu bewirtschaften. Seine Milchproduktion will er hauptsächlich mit Raufutter maximieren und das zusätzliche Eiweiss selber anbauen oder von einheimischen Produzenten beziehen. Um den Hofdünger besser zu verwerten, will er eine Biogas-Anlage bauen.

Die Arbeit bei Uniterre entspricht ganz seinem Geschmack. Eric schätzt es, im Rahmen der klaren Richtlinien von Uniterre unabhängig zu arbeiten. Auch die Zusammenarbeit mit Bauern, deren Betriebe in Schwierigkeiten stecken und die dennoch gemeinsame Visionen haben und zusammenhalten, gefällt ihm. Es ist eine sehr abwechslungsreiche Arbeit. Nebst den aktuellen Dossiers will er die Präsenz der Gewerkschaft Uniterre in der Deutschschweiz verstärken. Er ruft deshalb die deutschsprachigen Bauern auf, sich zu organisieren und eigene Sektionen zu gründen. Eric will auch die Kommunikation mit den Konsumenten verbessern und zwar via Internet. Hingegen ist er sich bewusst, dass er die internationalen Dossiers (GAP, ECVC) nicht so gut kennt. Er wird die Arbeit im Sekretariat der Uniterre nutzen, um diese Lücken zu füllen.

La Mobilière
Assurances & prévoyance

**Pour les agriculteurs aussi... Quoi qu'il arrive...
www.mobi.ch**

POLITIQUE EUROPÉENNE

Le double langage de Chavaz. Pour qui roule

L'OFAG ?

En début de cette année 2010, le vice-directeur de l'Office fédéral de l'agriculture, Jacques Chavaz, a présenté à Bruxelles un tableau romantique du marché laitier suisse au groupe de haut niveau planchant sur la crise laitière.

Alors que suite à la sortie catastrophique de la régulation publique du marché laitier (contingentement), la Suisse traverse une des plus graves crises laitières de son histoire, M. Chavaz ne mâche pas ses mots pour vanter les bienfaits de la dérégulation qui devrait inspirer l'avenir de la politique laitière européenne. Il ne se trouve dans sa présentation pas un seul mot critique, ni la moindre reconnaissance de l'ampleur du désastre dans lequel ce libéralisme aveugle nous a conduit. Au nom de la Confédération, donc de l'ensemble de notre société, il s'improvise une fois de plus prédicateur présentant le marché «libre» comme un fait objectif quasi scientifique doté d'une intelligence supérieure et planant au-delà des réalités de pouvoir et d'asservissement à des groupes d'intérêt.

«Le marché laitier s'orienterait plus au marché en comparaison à la période du contingentement. Il existerait des instruments d'ajustement flexible de l'offre à la demande du marché»

Rien sur la dramatique chute de prix. Rien sur la surproduction historique. Rien sur le «dégagement» plus justement appelé «vente à prix de dumping» sur les marchés des pays du Sud, financé encore en 2009 par la Confédération et aujourd'hui financé sur le dos des producteurs. Rien sur l'industrialisation de la production. Rien sur la progression des marges de l'industrie. Rien sur la dépendance croissante de fourrage bon marché et donc importé. Rien sur des aspects sociaux, sanitaires, environnementaux. On est en droit de se demander quels intérêts sont défendus par le représentant de notre département de l'agriculture. Ou faudrait-il désormais parler de département de l'industrie?

Alors qu'aucun producteur de lait en Suisse ne bénéficie d'un contrat annuel fixant un prix et une quantité, comme stipulé dans la loi sur l'agriculture, le représentant officiel de notre pays confond une fois de plus le monde imaginaire du dogme économique libéral avec la réalité. Les problèmes structurels de la politique laitière suisse ne sont selon l'OFAG que des problèmes conjoncturels dus à une mauvaise situation de marché...

Selon lui, l'IP-Lait s'engage à créer la transparence, à obtenir des conditions contractuelles fiables, à ajuster la production à la demande, à soutenir la rentabilité et à promouvoir la qualité. Après une année de fonctionnement, aucun de ces objectifs n'est atteint!

Par ailleurs, M. Jacques Chavaz,

directeur suppléant de l'OFAG, s'était déjà illustré en tant que chef de la délégation suisse à la Conférence de la FAO, dans l'art du grand écart ou de la déformation systématique de la réalité. Alors que le plan d'action confirmé lors du Sommet mondial de l'alimentation en 2002 prévoit de réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes souffrant de la faim, le nombre des personnes souffrant de faim est en constante augmentation.



«Le marché laitier s'orienterait plus au marché en comparaison à la période du contingentement» dit J. Chavaz

Voilà le résultat désastreux de 15 années de dérégulation prônée et mise en œuvre par l'OMC. Pour atteindre les objectifs fixés lors dudit Sommet, la Suisse, par la voix de M. Chavaz, préconise notamment une politique concrète en faveur de l'agriculture et du développement. Bref, une position pleine de bon sens. Et voilà que selon lui, celle-ci passe par la suppression des subventions et des restrictions à l'exportation et l'ouverture progressive des marchés. Il est pourtant un fait notoire que la politique agricole suisse détruit l'agriculture paysanne. Même sans Accord de libre échange agricole avec l'UE, aux conséquences fatales, près de 1500 fermes disparaissent chaque année et le découplage de la production du sol indigène gagne tous les jours du terrain. Aujourd'hui nous en sommes à 400'000t de fourrages importés, notamment d'Amérique du Sud. La politique agricole favorise l'industrie agroalimentaire qui dispose de produits de qualité acquis à moindre prix grâce au cofinancement par les paiements directs. Et finalement, une politique laitière de «marché» qui inonde le marché mondial avec des quantités excédentaires record vendu à prix de dumping. Le Groupe de Haut Niveau (GHN) sur le secteur laitier a rendu public, mardi 15 juin, ses principales conclusions. Les experts des 27 Etats Membres n'ont pas travaillé sur les

questions essentielles de la régulation de la production, des structures et modes de production, de l'arrêt du dumping à l'exportation, de la répartition de la production dans l'UE.

Les propositions sont une étape supplémentaire dans l'abandon d'une politique laitière européenne. Remplacer la régulation publique de la production par une contractualisation privée entre producteurs et laiteries serait une grave erreur. La contractualisation ne va pas réguler la production européenne. La contractualisation ne va pas renforcer le pouvoir des producteurs et ne va pas garantir une meilleure répartition de la valeur ajoutée en leur faveur. Dans un contrat entre le producteur et une laiterie, cette dernière sera en position de force. Une telle contractualisation sera une régression des droits des producteurs, comme on le voit en Suisse, où la suppression des quotas a entraîné hausse de la production, baisse de prix, et conflits.

Pouvoir de négociation des producteurs: sans régulation publique européenne de la production adaptant la production à la demande, il n'y aura jamais de bonnes conditions de négociations entre organisations de producteurs et laiteries, comme le propose le GHN. L'exemple de la Suisse montre les impasses de cette voie. La promotion par l'UE des groupements de producteurs de fruits & légumes n'a pas non plus, face à la transformation et à la distribution, renforcé le pouvoir de négociation des producteurs, souvent en grande difficulté.

Transparence: Le GHN, trop soucieux des intérêts de l'industrie et de la distribution, ne propose pas de mesure significative. Les producteurs demandent une transparence des prix tout au long de la chaîne du lait, de la production à la consommation, ainsi qu'une limitation des marges de l'industrie et de la distribution en fonction de leurs coûts réels.

Mesures de marché, OMC: en proposant d'examiner des mesures complémentaires au filet de sécurité actuel compatibles avec la boîte verte de l'OMC, pour faire face à la volatilité du revenu, le GHN traduit le manque de volonté politique des Etats membres à s'attaquer à la volatilité des prix et à ses causes. Il reste dans le cadre truqué de l'OMC et de sa boîte verte, qui sont des instruments périmés du 20e siècle, non seulement incapables de faire face aux défis actuels, mais qui au contraire aggravent la situation et l'avenir des

producteurs.

L'UE doit se fixer comme objectif des prix du lait à la production stables et justes, liés aux coûts d'une production durable, ce qui nécessite une maîtrise européenne publique de la production, adaptable à la demande, avec une répartition juste de la production entre les pays et entre les producteurs.

Non aux marchés à terme! La Via Campesina Europe (ECVC) s'oppose à la mise en place de marchés à terme du lait, favorables seulement à l'industrie et aux financiers, pas aux producteurs. Ils iraient de pair avec la contractualisation.

Étiquetage de l'origine des produits: ECVC demande un étiquetage obligatoire du lieu de production et du lieu de transformation du lait.

Innovation, recherche, compétitivité: c'est surtout la recherche de coûts de production les plus bas qui a été le moteur de l'innovation et de la recherche, le plus souvent aux dépens des coûts environnementaux et sociaux. On ne peut parler sérieusement de compétitivité si on n'y intègre pas ces coûts, qui sont toujours externalisés et finalement payés par le contribuable. On ne peut parler non plus de compétitivité si on inclut les aides publiques dans les résultats des exploitations. Et que dire de la compétitivité sur le marché international lorsque l'aide laitière découplée a le même effet que les aides à l'exportation puisqu'elle permet de produire, vendre et exporter le lait à un prix inférieur à son coût de production, au mépris des producteurs des pays tiers.

La recherche, la formation, et le soutien doivent porter maintenant sur des modes de production durables, basés sur des fourrages locaux, diminuant le réchauffement climatique, favorisant la biodiversité et produisant des externalités positives sur le plan social et environnemental.

Rudi Berli

Metrabol
Bolus après-vêlage
Nettoyage et tonus

Taritral
TARIR avec la nature
sans antibiotique

Ovulitral
Le geste
FERTILITÉ

LGC SA
1627 Vaulruz

www.altagenetics.ch 026 913 79 84

INTERNATIONAL

L'accès à la terre au Sénégal est un enjeu de compétition acharnée

La pression urbaine grignote les dernières terres fertiles à proximité des lieux de consommation. En milieu rural, ce sont les entreprises étrangères et les hauts fonctionnaires qui s'accaparent des milliers d'hectares pour investir dans les agrocarburants, au détriment de l'agriculture familiale et vivrière.

A l'heure où les projets «ville-campagne» fleurissent en Suisse et mettent en valeur la multifonctionnalité de l'agriculture¹, l'agriculture urbaine de Dakar doit lutter pour sa survie. Le seul poumon vert de la ville de Dakar -deux sites maraichers exploités sur 150ha jouxtant des lacs formés par la nappe affleurante- est en train de se faire grignoter par la pression urbaine. La superficie de cet écosystème des *Niayes* a régressé de 10% en 30 ans. Les producteurs urbains cultivent la laitue, la tomate, l'aubergine locale (*jaxatu*), l'oignon et le chou sur des parcelles d'environ 0.1 hectare et ne possèdent pour la plupart pas de titre foncier. Ils sont en partie des paysans ruraux ayant quitté leur village et en partie des citadins des quartiers périphériques de Dakar en quête d'activité génératrice de revenus.

national de l'assainissement est récurrent. Le projet pilote de sauvegarde des zones vertes de Dakar en a fait les frais en étant abandonné dès sa création. «Les producteurs, par peur d'un déguerpissement et au vu de la fragilité de l'accès à l'eau d'irrigation n'ont pas de vision à long terme de la gestion de leur sol et n'osent pas investir» commente Omar Cissokho, le secrétaire général de Provania, groupement de maraichers périurbains de Pikine². Cette zone de dunes sableuses est en culture intensive depuis 20 ans. La proximité avec la mer, le climat semi-aride et l'exploitation importante de la nappe ont salinisé les eaux et risquent de saliniser les sols. Des quantités toujours croissantes de pesticides et engrais chimiques ainsi que des fumiers frais sont de plus en plus utilisés au détriment du compost,

Ces dernières années, les médias ont plusieurs fois décrié l'agriculture urbaine en reliant les épisodes de choléra et typhoïde aux pratiques de production urbaine. Une aubaine pour les investisseurs immobiliers qui ont profité de construire sur ces parcelles malgré un décret présidentiel. Les vendeuses préfèrent dorénavant se ravitailler dans les parcelles irriguées par des eaux de nappe et les consommateurs ont de plus en plus des préoccupations liées à leur santé. Sous cette pression et grâce à des projets de recherche-action, la Ville de Dakar (sous financement de la FAO) a finalement conclu des accords avec l'office national de l'assainissement pour fournir les sites d'agriculture urbaine en eaux traitées par les stations d'épuration et des systèmes d'irrigation par goutte-à-goutte pour minimiser les risques sanitaires pour les producteurs et les consommateurs. Cette reconnaissance de l'agriculture urbaine apporte un grand espoir aux producteurs, qui pourront dès lors se battre pour une vraie sécurité foncière et envisager d'adopter des stratégies à long terme de restauration de la matière organique et de la faune microbienne des sols ainsi que de lutte biologique contre les ravageurs, surtout si elle répond à une demande en produits frais de qualité, qui commence à se faire sentir. C'est ce qu'on appelle une initiative «win-win»...

en place des taxes d'importation sur le riz asiatique. Loin d'avoir amélioré les conditions des familles paysannes, la politique agricole de Wade atteint au droit à la terre des paysans et montre «la volonté du président de faire du Sénégal une terre d'agrobusiness³». Dans plusieurs régions, des industries étrangères et des hauts fonctionnaires ont pu ainsi s'accaparer plus de 130'000 hectares de terres, principalement pour les agrocarburants. Cerise sur le gâteau, en septembre 2009, l'Etat a imposé son syndicat unique pour tenter de récupérer le mouvement paysan et marginaliser le syndicat indépendant CNCR (Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux, membre de Via Campesina, et qui regroupe 28 Organisations de Producteurs). «Un grave danger qui risque de désolidariser les paysans qui ont mis tant d'années de réflexions et d'efforts pour s'organiser (...) et une réelle question de démocratie⁴» ajoute Samba Guèye, président du CNCR et engagé au niveau du ROPPA (Réseau des organisations professionnelles des producteurs d'Afrique de l'Ouest). «Aujourd'hui, il n'y a plus de recherche agronomique au Sénégal⁵» renchérit Baganda Sakho, militant de la cause paysanne et maire d'une commune rurale du Sud-Est du Sénégal. Il explique que des semences de mauvaise qualité sont importées et distribuées dans le cadre des programmes du président Wade. Des semences hybrides ou OGM -qui rendent dépendants les paysans- ont remplacé les semences locales adaptées qui faisaient par le passé l'objet d'un suivi par l'ISRA (institut sénégalais de recherche agricole).

Anne Gueye-Girardet



Des nouveaux logements construits sur des remblais de déchets sur ce qui était des parcelles maraichères à Dakar

Les légumes cultivés sur ces deux sites fournissent le marché local de la capitale sénégalaise de 3 millions d'habitants et sont un maillon important de la sécurité alimentaire. Ils fournissent en outre de nombreux emplois, mais pourtant, l'agriculture urbaine risque de disparaître si la sécurité foncière et le cadre institutionnel ne sont pas améliorés. L'agriculture urbaine n'est pas prise en compte dans le plan directeur d'aménagement urbain, ni dans les stratégies de recherche agricole et agroalimentaire. Le manque de concertation entre les mairies, les ministères de l'agriculture, de l'urbanisme, de la santé et l'office

autrefois appliqué. Les sols ont donc été fragilisés avec un humus et une diversité microbienne réduits. Jusqu'en 2009, 25% des parcelles étaient irriguées quotidiennement avec des eaux usées domestiques non traitées, pour pallier à la salinité de l'eau de la nappe. Comme seule une faible proportion des eaux usées domestiques peuvent être traitées à la station d'épuration, les producteurs ont facilement pu accéder à ce type d'eau et ont construit tout un réseau qui alimente les différentes parcelles de leur site à partir d'une motopompe.

La solution passe par la durabilité

ECLAIRAGE

La lutte de l'agriculture paysanne sabotée par les politiques agricoles du président Wade

Depuis 2000, début de la présidence d'Abdoulaye Wade, cinq ministres de l'agriculture se sont succédés et il n'y a pas de politique agricole cohérente, malgré l'ambition du chef de l'Etat d'accroître et de diversifier la production agricole à coup de milliards de francs CFA injectés dans différents programmes spéciaux : REVA (retour vers l'agriculture, 2006), GOANA (grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance, 2008, 50 milliards FCFA) et REVOLUTION RURALE (2009). Mais à chaque fois, ces initiatives ont été élaborées sans concertation avec les organisations paysannes et étaient vouées à l'échec, à l'exemple du riz produit localement qui se vend mal car plus cher que le riz importé. Les politiques n'ont pas mis

¹ Bourdin, D., Ruegg, J. et Salomon-Cavin, J., 2007 : de l'agriculture périurbaine au projet ville-campagne: quels enjeux pour la Suisse ?

² Gueye-Girardet, A., 2010: Évaluation des pratiques d'irrigation, de fertilisation et d'application de pesticides dans l'agriculture périurbaine de Dakar. Thèse.

³ Défis Sud n° 89 (juin-juillet 2009): Les paysans sénégalais contre la cession de leurs terres, par M. Gueye.

⁴ Source: prise de position du CNCR (mars 2010) et entretien avec l'Ipar (Initiative prospective agricole et rurale) sur www.cncr.org

⁵ Le Courrier du 24.07.2010 : On ne gueule pas assez au Sénégal, par M. Rodriguez

Discours du 1^{er} août

La section Genève était invitée à la fête du 1^{er} août au Parc des Bastions. Voici le discours prononcé sur le thème «souveraineté VS souveraineté alimentaire». Un enjeu commun au Nord et au Sud

Chères habitantes et habitants, paysannes, paysans, citadines et citadins, Amici del Ticino, Mesdames et Messieurs les élu-e-s, Madame la Maire,

La fête du 1^{er} août! De qui est-ce donc bien la fête en ce jour du 1^{er} août 2010? Qui peut aujourd'hui se féliciter de l'état du monde et de la Suisse en particulier? Qui peut se réjouir des pressions ciblées ou des restructurations drastiques touchant toujours les plus faibles d'entre nous, les derniers maillons de la chaîne, les ouvriers, les chômeurs, les paysans, les sans papiers, les requérants d'asile, ...?

On se demande de quand date la dernière décision politique pouvant redonner espoir aux laissés pour compte du «développement». Ou la dernière décision permettant de créer les fondations d'une société plus juste.

Paysans comme beaucoup d'autres, nous subissons la «loi du plus fort» qui, non contente d'écraser, divise les forces et pousse à l'individualisme, aux solutions d'urgence.

Jusqu'à quand les citoyens devront subir le diktat de quelques banquiers, top managers ou multinationales qui aujourd'hui ont pris la place des politiques pour diriger la marche du monde? Jusqu'à quand paierons-nous les pots cassés d'une politique du court terme où la course aux profits, aux prix les plus bas est érigée en dogme?

Depuis quelques années, nous souffrons d'un virus pernicieux: il semblerait que quelqu'un -qui?- a tout d'un coup décrété que l'État devait se désengager de la chose publique, laisser le «marché» réguler seul la société. Alors que l'on sait que le commerce, tel qu'il est pratiqué de nos jours, n'a pas pour objectif le bien du plus grand nombre mais le profit de quelques uns... Que cela soit défendu par certains lobbys, on le comprend aisément... Que les politiques laissent faire, voire cautionnent ce type de comportement, on a bien plus de peine à le concevoir... Sans équité, pas de société saine.

Nous, paysannes et paysans de ce pays, nous ne sommes plus à la fête depuis longtemps. En 15 ans, le secteur a perdu plus de 30% de ses exploitations agricoles, les surfaces cultivées et leur diversité fondent comme neige au soleil. Sous nos yeux, de manière certes peu visible, le paysage agricole se métamorphose dangereusement, année après année, et le seuil limite est

atteint! On peut se poser la question de savoir si la Suisse en est consciente. Si elle réalise la perte de substance et de savoir faire. Les prix ne couvrent plus nos coûts de production et seuls les intermédiaires et les grands distributeurs se frottent les mains de cet état de fait. Les consommateurs, à l'autre bout de la chaîne perdent aussi beaucoup: moins de traçabilité, de qualité, de la publicité mensongère en veux-tu en voilà. Bref, de quoi se sentir le dindon de la farce.

De quel droit la Suisse, comme bien d'autres pays, se désengage-t-elle de ce secteur laissant à d'autres régions du monde le devoir de nous nourrir? Quelle vision à court terme nous pousse à exiger de ces contrées éloignées qu'elles produisent l'alimentation de notre bétail (soja, maïs, etc.), qu'elles alimentent nos réservoirs (huile de palme, canne à sucre, ...), qu'elles nous fournissent en fruits, légumes et bientôt céréales? Et combien de temps faudra-t-il encore pour que la Suisse s'aligne à côté de la Corée du Sud ou de l'Arabie Saoudite pour s'accaparer la moitié des terres arables de certains pays comme Madagascar, le Soudan ou l'Éthiopie, au profit de nos seuls intérêts?

*Sur nos monts quand le soleil
Annonce un brillant réveil !!!...*

dit notre hymne national... Le réveil risque bien d'être brutal et le soleil masqué par de lourds nuages menaçants si le «laisser-faire-le-marché» continue d'être érigé en dogme par les responsables de la politique agricole guidés par les services de Madame Leuthard.

Nous savons bien que nous ne sommes pas les seuls à être pris en étau, tant dans notre société que dans le reste du monde! Si la paysannerie ne représente plus que 3% de la population active en Suisse, elle représente encore 50% de la population mondiale! C'est dire à quel point l'enjeu est de taille...

Ici, à Genève, en Suisse comme partout dans le monde, la paysannerie tente de résister à l'emprise d'un système qui la broie. Un mouvement international existe, «la Via Campesina», qui propose une alternative respectueuse de la nature et des habitants et qui ne met pas les agricultures de chaque pays en concurrence, pas plus celle du Nord que celle du Sud, mais défend l'idée d'un respect intangible des agricultures locales paysannes et familiales. C'est ce principe de Souveraineté alimentaire que nous revendiquons et que nous

défendons, une agriculture à dimension humaine, basée sur l'équité, loin des principes dévastateurs du libéralisme économique que prônent l'OMC, le FMI ou l'agrobusiness. Un concept qui veut que nous puissions définir, dans nos régions respectives, le type d'agriculture et d'alimentation que nous souhaitons et sans le faire au détriment d'une autre région.

L'invitation de la Ville de Genève aux paysans de cette région est un signe extrêmement positif. Il laisse percevoir qu'à certains niveaux, des politiques ont estimé nécessaire de réinvestir ce secteur. Que cela commence par les communes a tout son sens. Nous avons toujours été ouverts à promouvoir le dialogue. A nous de décider de ce que nous souhaitons! De définir ensemble à quoi nos champs doivent ressembler et de quoi notre assiette sera faite!

La région genevoise a de nombreux défis à relever tels que le maintien d'un tissu social et économique en milieu rural. L'installation des jeunes dans l'agriculture doit ainsi être encouragée. La Ville doit favoriser l'approvisionnement en produits de proximité, variés, à des prix rémunérateurs couvrant les coûts de production. L'équitable devrait devenir la norme et ne pas demeurer l'exception. La Ville doit par ailleurs s'investir dans une réflexion à long terme sur l'occupation du territoire qui comprenne la sauvegarde des terres agricoles et une politique du logement cohérente... ce qui nécessitera peut-être l'abandon de quelques rêves de grandeur de notre région, qui ne peuvent se réaliser sur un si petit territoire...

Quant à nous, habitantes et habitants de cette région, nous ne devons pas sous-estimer notre force en tant qu'acteur économique de proximité: chaque acte d'achat ou comportement politique à une incidence sur notre contexte socio-économique. Chacune et chacun, nous avons le potentiel de construire ensemble un projet agricole et alimentaire pour notre région! Si nous décidons d'emprunter ce chemin et de construire ensemble des politiques dignes de ce nom, alors nous serons à même de fêter prochainement, une souveraineté retrouvée! Une souveraineté responsable, qui répond aux besoins de nos concitoyens tout en respectant ceux des autres régions du monde.

*Valentina Hemmeler Maïga et
Alexis Corthay*

AGENDA

Uniterre

- 3 septembre: comité directeur à Fribourg
- 7 septembre: action lait de EMB à Srasbourg
- 8 octobre: comité directeur à Fribourg
- 9 octobre: Commission Femmes, chez Ulriche Minkner, Mont-Soleil

Conférences-débats

- 29 août: traditionnelle rencontre de l'ACAR et de la Coopérative Solidarité Paysanne à Villarabout dès 11h, chez la famille Chassot
- 24 septembre: projection du film «Solutions locales pour un désordre global» de Coline Serreau, à Belmont-s-Lausanne, suivi d'un débat avec Uniterre
- 14 octobre: colloque «Quelle place pour l'agriculture dans le projet urbain en Suisse?» à l'Université de Lausanne. Inscriptions gratuites jusqu'au 30 septembre à tiphaine.bussy@hesge.ch

État au 23 août. Mise à jour et plus d'infos sur www.uniterre.ch/Actualites/agenda.html

Brèves du syndicat

Valentina Hemmeler-Maïga est maman d'une petite Amel depuis le 17 août 2010. Félicitations et tous nos vœux de bonheur!

Jusqu'à la fin de l'année, Anne Gueya-Girardet prendra le relais pour votre journal.

